

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 88 (2000)

Heft: 1439

Artikel: Entre féministes, lesbiennes et gays : "Je t'aime moi non plus"...

Autor: Rochat, Sylvie

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-281760>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Entre féministes, lesbiennes et gays

« Je t'aime moi non plus »...

Vous croyiez les controverses entre féministes et lesbiennes définitivement enterrées? Vous aviez tort... Coup d'œil sur une question problématique et tout à fait d'actualité.

Sylvie Rochat



© J.-Ph. Daulte

Les lesbiennes occupent une place à part, inconfortable au demeurant, dans la constellation des minorités. En effet, si leurs revendications semblent inextricablement liées à la fois à celles du féminisme et à celles du militantisme homosexuel, leurs relations avec ces deux groupes sont loin d'être évidentes.

Commençons par rappeler que les lesbiennes ont apporté une contribution inestimable au féminisme. En effet, bien qu'elles ne se soient pas toujours rendues visibles en tant que telles, beaucoup de militantes sont homosexuelles, et cette « particularité » leur a permis d'apporter un éclairage différent sur les relations entre femmes et hommes. Ainsi, les féministes lesbiennes ont beaucoup contribué à développer la critique féministe de la famille. Dans le même temps, les lesbiennes ont aussi été de toutes les luttes « à caractère hétérosexuel », notamment pour le droit à l'avortement et à la contraception et dernièrement, le droit à l'assurance maternité. Pourtant, la réciproque n'est pas vraie, puisque les féministes hétérosexuelles se sont bien souvent désolidarisées de la lutte des lesbiennes pour la reconnaissance de leurs droits. On en a vu une illustration encore récemment lors des discussions concernant la plateforme de revendications de la Marche mondiale des femmes. En effet, la proposition d'inclure des revendications portant sur les droits des lesbiennes a suscité de vives discussions et a entraîné des réactions de malaise, voire même d'opposition, de la part de certaines déléguées. On peut penser que l'amalgame fréquemment effectué par le sens commun entre féministes et lesbiennes (ces deux qualificatifs étant entendus dans un sens péjoratif) a contribué à en effrayer plus d'une...

Militer avec les féministes ou les homosexuels?

Décues – ou tout simplement pas intéressées – par le féminisme, de nombreuses lesbiennes (surtout parmi les plus jeunes) estiment avoir plus de points communs avec les homosexuels et ont donc décidé de lutter à leurs côtés. Certaines militantes relèvent cependant que le mouvement gay reste marqué par le rapport traditionnel hommes/femmes, et en donnent notamment pour preuve la domination des représentations du désir masculin dans les revues dites mixtes. Elles mentionnent également le paradoxe qui consiste à revendiquer, avec le partenariat homosexuel, précisément ce que les féministes (hétéros et lesbiennes) se sont évertuées à déconstruire... Dans le même ordre d'idées, Louise Turcotte n'est pas tendre envers le mouvement *queer*¹, dont elle estime qu'il occulte la signification politique du lesbianisme en unissant gays et lesbiennes sur la base

de leur sexualité dissidente: « En postulant que leur identité est nécessairement transgressive, cette théorie établit de facto une égalité de statut entre gays et lesbiennes. Or tout cela évacue la question des classes politiques hommes/femme. En réalité, la présumée transgression identitaire sert davantage aux gays puisqu'elle leur évite de reconnaître leur position en tant qu'hommes faisant partie de la classe dominante; pour les lesbiennes, elle apporte l'illusion d'être délogées de leur classe dominée ».

Bref, ce n'est pas parce qu'on est lesbienne que l'on partage forcément le même point de vue sur la nature des systèmes oppressifs auxquels on est confrontée. Celles qui se rattachent au courant féministe considèrent ainsi que l'oppression se base essentiellement sur le genre, alors que les lesbiennes qui militent aux côtés des gays considèrent quant à elles que l'oppression se fonde sur le type de sexualité. On peut raisonnablement émettre l'hypothèse que, de par leur appartenance simultanée à deux groupes discriminés, les lesbiennes continueront encore longtemps à devoir louver entre ces deux formes – parfois incompatibles – de militantisme. ☞

1. Issu du postmodernisme, ce courant exprime une volonté de rassembler celles et ceux qui visent la déconstruction du genre et de l'hétérosexualité normative.

Éros et politique

Marie-Jo Bonnet, historienne française des lesbiennes, retrace pour Femmes en Suisse une brève histoire de relations entre lesbiennes et féministes depuis ces trente dernières années.

Marie-Jo Bonnet

Parler des rapports entre lesbiennes et féministes ces trente dernières années en si peu de place¹ est une gageure à plus d'un titre. D'abord parce que nous sommes loin d'être d'accord sur les termes de cette opposition entre lesbiennes et féministes ni sur la définition à donner aux deux mots (une féministe serait-elle, par définition, hétérosexuelle?). Ensuite, et surtout, parce que « lesbiennes » et « féministes » personnifient deux grandes énergies qui œuvrent depuis le début du siècle en faveur de l'émancipation des femmes, à savoir Éros féminin libre² incarné par l'Éros saphique d'une part, et le combat pour la liberté de l'avortement, de l'autre, et l'égalité entre les sexes qui pose la question du pouvoir des femmes dans la Cité.

Unis dans les années '70

Longtemps dissociés, ces deux courants se sont unis dans les années '70 au sein d'un Mouvement de Libération des Femmes qui a fait trembler les chaumières par-

ce que des femmes osaient critiquer « la société mâle » et remettre en question les sacro-saintes vertus de la féminité et de la virilité. De plus, le MLF accueillait toutes les femmes, quelles que soient leurs pratiques sexuelles, leur position sociale, leur métier, leur âge ou leur origine géographique, posant l'appartenance au sexe à la base d'une conscience féministe nouvelle qui rompait du même coup avec un siècle de conditionnement marxiste. Si l'on ajoute la non mixité, voulue et défendue pied à pied, on comprendra que ce mouvement, « sans structure ni hiérarchie », se donnait pour la première fois les moyens d'affronter le grand exclu des sociétés patriarcales : l'Éros lesbien.

Construction d'une sororité

De fait, l'amour entre femmes va jouer un rôle considérable dans la construction de la « sororité ». Détonateur d'une critique radicale de l'hétérosexualité comme système d'oppression des femmes, il est peut-être plus encore le moteur d'une quête identitaire nouvelle qui vise à la fois la destruction des modèles féminins aliénants et la réalisation de sa « totalité d'être humain ».

Un tel programme ne pouvait pas laisser indifférent. Les hétérosexuelles découvrent au sein du MLF leur capacité à désirer des femmes, provoquant une crise profonde du couple hétérosexuel et de la famille qui est loin d'être terminée. Les pouvoirs masculins institués lancent alors une contre-offensive en posant l'équation MLF = lesbiennes = anti-

hommes. Cette propagande sera très efficace car les femmes n'aiment pas qu'on les soupçonne de ne pas aimer les hommes; c'est comme si on les excluait de la société du fait que l'homme est le médiateur obligé du rapport des femmes à la Cité; et quand la gauche arrive au pouvoir en 1981, c'est-à-dire quand se présente la possibilité, impensable en France sous Giscard d'Estaing, d'institutionnaliser certains acquis du féminisme, l'Éros lesbien devient brusquement un épouvantail qu'on écarte discrètement du Politique.

Réagissant à leur occultation, des lesbiennes se radicalisent autour des théories défendues par Monique Wittig (« une lesbienne n'est pas une femme... »). Mais ce radicalisme ne fait qu'isoler un peu plus les lesbiennes, car outre le fait qu'il émerge en plein éclatement de la dynamique unitaire du MLF (voir les problèmes induits par le groupe « psychanalyse et politique »), il refuse de s'appuyer sur la fonction propre d'Éros qui est d'unir, de relier et d'affirmer son droit à l'existence pour poser le lesbianisme comme point de rupture politique et idéologique entre les « radicales » et l'« hétéro-féminisme ».

Désunies dans les années '80

L'opposition lesbiennes/féministes date donc du début des années 1980, et se figera pendant une bonne quinzaine d'années au détriment à la fois d'Éros et du politique. Car privé de l'énergie contestataire d'Éros féminin libre, le féminisme ne pourra que consta-

ter son impuissance à imposer l'égalité entre les sexes dans la Cité.

Il faudra attendre la sortie des années sida pour que s'opère une nouvelle redistribution des cartes. Alors que le féminisme avait été le vecteur de la visibilité des lesbiennes dans les années '70, c'est le mouvement gai qui devient le moteur d'une reconquête du droit à l'existence. Entraînées par cette dynamique, les lesbiennes s'appuient alors sur l'héritage féministe pour prendre en main leur propre représentation. Au début des années 1990, elles reconstituent un tissu associatif extrêmement vivant qui s'autolégitime en 1996 avec la création de la Coordination Lesbienne Nationale qui fédère plus de vingt associations de lesbiennes réparties sur toute la France. Mais si les « lesbiennes se font du féminisme », pour reprendre l'expression de Cinéfable, les féministes sont loin de se faire du lesbianisme, comme on a pu le voir lors des Assises nationales pour les Droits des femmes de mars 1996. Il a fallu faire un véritable coup de force politique pour que les lesbiennes puissent introduire leurs revendications dans la plate-forme finale signée par les cent soixante-six associations, syndicats et partis de gauche organisateurs, et obtenir une représentation au sein du Collectif national.

Le silence des « féministes officielles »

Mais si le mouvement associatif féministe retrouve sa composition initiale, on ne peut pas en dire autant des « féministes officielles » ➔